

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

N. 856

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli affari esteri**

(MARTINO)

di concerto col **Ministro di grazia e giustizia**

(BIONDI)

e col **Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato**

(GNUTTI)

(V. Stampato Camera n. 927)

approvato dalla Camera dei deputati il 14 settembre 1994

*Trasmesso dalla Camera dei deputati alla Presidenza
il 16 settembre 1994*

Ratifica ed esecuzione dell'Atto recante revisione dell'articolo 63 della Convenzione sul rilascio di brevetti europei (Convenzione sul brevetto europeo) del 5 ottobre 1973, con Atto finale, fatto a Monaco il 17 dicembre 1991

INDICE

Disegno di legge	Pag.	3
Testo dell'Atto	»	5
Traduzione non ufficiale	»	13

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Atto recante revisione dell'articolo 63 della Convenzione sul rilascio di brevetti europei (Convenzione sul brevetto europeo) del 5 ottobre 1973, con Atto finale, fatto a Monaco il 17 dicembre 1991.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Atto di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 4 dell'Atto stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

AKTE

ZÜR REVISION VON ARTIKEL 63 DES ÜBEREINKOMMENS ÜBER
DIE ERTEILUNG EUROPÄI HER PATENTE (EUROPÄISCHES
PATENTÜBEREINKOMM) VOM 5. OKTOBER 1973

ACT

REVISING ARTICLE 63 OF THE CONVENTION
ON THE GRANT OF EUROPEAN PATENTS (EUROPEAN
PATENT CONVENTION) OF 5 OCTOBER 1973

ACTE

PORTANT REVISION DE L'ARTICLE 63 DE LA CONVENTION
SUR LA DELIVRANC DE BREVETS EUROPEENS
(CONVENTION SUR LE BREVE EUROPEEN) DU 5 OCTOBRE 1973

Préambule

LES ETATS CONTRACTANTS DE LA CONVENTION SUR LE BREVET EUROPEEN,

DESIREUX de continuer à oeuvrer en faveur du progrès technique et du développement économique en Europe,

SOUGIEUX de tenir compte d'évolutions actuelles dans la législation de certains Etats contractants,

CONSIDERANT que les délais nécessaires à l'obtention d'autorisations administratives requises pour la mise sur le marché de certains produits peuvent entraîner une réduction considérable de la période d'exploitation de brevets européens se rapportant à ces produits,

CONSIDERANT de surcroît que de tels produits sont obtenus après des recherches, souvent longues et coûteuses, que les Etats contractants désirent encourager,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de mettre les Etats Contractants en mesure de prévoir une compensation de la réduction de la période sus-visée d'exploitation

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article premier

Le texte de l'article 63 de la Convention sur le brevet européen est modifié comme suit :

Article 63

Durée du brevet européen

(1) La durée du brevet européen est de vingt années à compter de la date de dépôt de la demande.

(2) Le paragraphe 1 ne saurait limiter le droit d'un Etat contractant de prolonger la durée d'un brevet européen ou d'accorder une protection correspondante dès l'expiration de cette durée aux mêmes conditions que celles applicables aux brevets nationaux,

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- a) pour tenir compte d'un état de guerre ou d'un état de crise comparable affectant ledit Etat;
 - b) si l'objet du brevet européen est un produit ou un procédé de fabrication ou une utilisation d'un produit qui, avant sa mise sur le marché dans cet Etat, est soumis à une procédure administrative d'autorisation instituée par la loi.
- (3) Les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent aux brevets européens délivrés conjointement pour tout groupe d'Etats contractants visé à l'article 142.
- (4) Tout Etat contractant qui prévoit une prolongation de la durée du brevet ou une protection correspondante conformément au paragraphe 2, lettre b peut, sur la base d'un accord conclu avec l'Organisation, transférer à l'Office européen des brevets des tâches afférentes à l'application de ces dispositions.

Article 2

Signature - Ratification

- (1) Le présent acte de révision est ouvert jusqu'au 17 juin 1992 à la signature des Etats contractants.
- (2) Le présent acte de révision est soumis à ratification; les instruments de ratification sont déposés auprès du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

Article 3

Adhésion

- (1) Le présent acte de révision est ouvert jusqu'à son entrée en vigueur à l'adhésion :
 - a) des Etats contractants,
 - b) des Etats qui ratifient la Convention sur le brevet européen ou qui y adhèrent.
- (2) Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 4

Entrée en vigueur

Le texte révisé de l'article 63 de la Convention sur le brevet européen entre en vigueur, soit deux ans après le dépôt du dernier des instruments de ratification ou d'adhésion de neuf Etats contractants, soit le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion de celui des Etats contractants qui procède le dernier de tous à cette formalité, si cette date est antérieure.

Article 5

Transmissions et notifications

- (1) Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne établit des copies certifiées conformes du présent acte de révision et les transmet aux gouvernements des Etats signataires ou adhérents, aux gouvernements des autres Etats contractants ainsi qu'aux gouvernements des Etats qui peuvent adhérer à la Convention sur le brevet européen en vertu de l'article 166, paragraphe 1, lettre a.
- (2) Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne notifie aux gouvernements des Etats visés au paragraphe 1 :
 - a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion ;
 - b) la date d'entrée en vigueur du présent acte de révision.

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires désignés à cette fin, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent acte de révision.

Fait à Munich, le dix-sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze en un exemplaire rédigé en langues allemande, anglaise et française, les trois textes faisant également foi. Cet exemplaire est déposé aux archives du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

ACTE FINAL

DE LA CONFERENCE DES ETATS CONTRACTANTS
EN VUE DE LA REVISION DE L'ARTICLE 63
DE LA CONVENTION SUR LE BREVET EUROPEEN DE 1973

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

LES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS CONTRACTANTS DE LA
CONVENTION SUR LE BREVET EUROPEEN,

réunis lors de la Conférence en vue de la révision de l'article 63 de la
Convention, le dix-sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze,

ONT CONSTATE qu'ils ont établi et arrêté les textes énumérés ci-après:

- Acte de révision de l'article 63 de la Convention (acte de révision)
- Résolution relative à l'information mutuelle.

L'acte de révision est ouvert à la signature des Etats contractants
jusqu'au 17 juin 1992, à l'Office européen des brevets.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés ont apposé leur signature
au bas du présent acte final.

Fait à Munich, le dix-sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze en
un exemplaire en langues allemande, anglaise et française, les trois
textes faisant également foi. Cet exemplaire est déposé aux archives du
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ATTO RECANTE REVISIONE DELL'ARTICOLO 63
DELLA CONVENZIONE SUL RILASCIO DI BREVETTI EUROPEI
(CONVENZIONE SUL BREVETTO EUROPEO) DEL 5 OTTOBRE 1973

PREAMBOLO

Gli Stati contraenti alla Convenzione sul Brevetto europeo,

Desiderosi di continuare a promuovere il progresso tecnico e la crescita economica in Europa,

Desiderando tener conto della legislazione in evoluzione in determinati Stati contraenti,

Considerando che il tempo necessario per ottenere l'autorizzazione amministrativa per la commercializzazione di alcuni prodotti può comportare una diminuzione considerevole del periodo di sfruttamento dei brevetti europei relativi a tali prodotti,

Considerando inoltre che tali prodotti sono il risultato di ricerche, spesso lunghe e costose, che gli Stati contraenti desiderano incoraggiare,

Considerando che è quindi opportuno adottare provvedimenti affinché gli Stati contraenti possano prevedere una compensazione per tale periodo diminuito di sfruttamento,

Hanno stabilito quanto segue:

Articolo 1

Il testo dell'Articolo 63 della Convenzione sul brevetto europeo è modificato come segue:

Articolo 63

Durata del brevetto europeo

1) La durata del brevetto europeo è di vent'anni a decorrere dalla data di deposito della domanda.

2) Il paragrafo 1 non può limitare il diritto di uno Stato contraente di prolungare il periodo di durata di un brevetto europeo o di concedere una protezione corrispondente a decorrere dalla scadenza di detto periodo di durata alle stesse condizioni di quelle applicabili ai brevetti nazionali,

a) al fine di tener conto di uno stato di guerra o di uno stato di crisi paragonabile che pregiudica detto Stato;

b) se l'oggetto del brevetto europeo è un prodotto o un processo di fabbricazione o l'utilizzazione di un prodotto che, prima della sua immissione sul mercato in detto Stato, è sottoposto ad una procedura amministrativa di autorizzazione istituita dalla legge.

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) Le disposizioni del paragrafo 2 si applicano ai brevetti europei rilasciati congiuntamente per ogni gruppo di Stati contraenti di cui all'articolo 142,

4) Ogni Stato contraente che prevede un prolungamento del periodo di durata del brevetto od una protezione corrispondente secondo il paragrafo 2, lettera b, può, in base ad un accordo concluso con l'Organizzazione, trasferire all'Ufficio europeo dei brevetti compiti inerenti all'attuazione di tali disposizioni.

Articolo 2

Firma - Ratifica

1) Il presente atto di revisione è aperto fino al 17 giugno 1992 alla firma degli Stati contraenti.

2) Il presente atto di revisione è soggetto a ratifica: gli strumenti di ratifica sono depositati presso il Governo della Repubblica Federale di Germania.

Articolo 3

Adesione

1) il presente atto di revisione è aperto fino alla sua entrata in vigore all'adesione:

- a) degli Stati contraenti,
- b) degli Stati che ratificano la Convenzione sul brevetto europeo o che vi aderiscono.

2) Gli strumenti di adesione sono depositati presso il Governo della Repubblica Federale di Germania.

Articolo 4

Entrata in vigore

Il testo riveduto dell'articolo 63 della Convenzione sul brevetto europeo entra in vigore, sia due anni dopo il deposito dell'ultimo degli strumenti di ratifica o di adesione di nove Stati contraenti, sia il primo giorno del terzo mese successivo allo deposito dello strumento di ratifica o di adesione dello Stato contraente che procede per ultimo a questa formalità, se tale data è anteriore.

Articolo 5

Trasmissioni e notifiche

1) Il governo della Repubblica Federale di Germania stabilisce copie certificate conformi del presente atto di revisione e li trasmette ai governi degli Stati firmatari o aderenti, ai governi degli altri Stati contraenti nonché ai governi degli Stati che possono aderire alla Convenzione

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

sul brevetto europeo in virtù dell'articolo 166 paragrafo 1, lettera a.

2) Il Governo della Repubblica Federale di Germania notifica ai governi degli Stati di cui al paragrafo 1:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione;

b) la data di entrata in vigore del presente atto di revisione.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari autorizzati a tal fine, dopo aver presentato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno firmato il presente atto di revisione.

Fatto a Monaco, il 17 dicembre millenovecentonovantuno in un esemplare redatto in lingua francese, inglese e tedesca, i tre testi facenti ugualmente fede. Tale esemplare è depositato presso gli archivi del Governo della Repubblica Federale di Germania.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ATTO FINALE

**DELLA CONFERENZA DEGLI STATI CONTRAENTI RECANTE
REVISIONE DELL'ARTICOLO 63 DELLA CONVENZIONE SUL BREVETTO EUROPEO
DEL 1973**

**I RAPPRESENTANTI DEI GOVERNI DEGLI STATI CONTRAENTI DELLA
CONVENZIONE SUL BREVETTO EUROPEO,**

riuniti in occasione della Conferenza per la revisione dell'articolo 63 della Convenzione, il diciassette dicembre millenovecentonovantuno,

HANNO PRESO ATTO di aver stabilito e deciso i testi elencati in appresso:

- Atto di revisione dell'articolo 63 della Convenzione (atto di revisione)
- Risoluzione sull'informazione reciproca.

L'atto di revisione é aperto alla firma degli Stati contraenti fino al 17 giugno 1992, presso l'Ufficio europeo dei brevetti.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti rappresentanti hanno apposto la loro firma in calce al presente Atto finale.

FATTO A MONACO, il diciassette dicembre millenovecentonovantuno in un esemplare in lingua tedesca, inglese e francese, i tre testi facenti ugualmente fede. Tale esemplare é depositato presso l'Archivio del Governo della Repubblica federale di Germania.